

# Emmanuel Macron et la (re-)sacralisation de la fonction présidentielle

Geoffroy Mareschal\*

Paris, esplanade du Louvre, dimanche 7 mai 2017. Les premières notes de l'hymne européen retentissent, Emmanuel Macron apparaît sur les écrans de télévision. Durant trois minutes trente, il marche, seul, vers la scène. Il a rendez-vous avec le peuple de France autant qu'avec son destin. Nouveau pharaon de 39 ans, il doit donner sa deuxième allocution de la soirée au pied de la grande pyramide de verre et d'acier – ce pari architectural moderne et transgressif qu'on doit à François Mitterrand.

Depuis son premier discours de victoire, l'intention d'Emmanuel Macron ne fait guère de doute : redonner à la charge présidentielle sa dimension symbolique et tourner la page des deux précédents quinquennats. En effet, François Hollande pas plus que Nicolas Sarkozy n'étaient parvenus à incarner la dimension hors-norme, presque sacrée, que la fonction suprême revêt dans l'imaginaire collectif. Toutefois, pour rehausser cette dernière, Macron ne peut se contenter d'en appeler aux symboles, hauts faits et grands noms qui peuplent l'Histoire de France. En l'occurrence, les belles images et les discours habités ne sauraient suffire.

La re-sacralisation de la charge présidentielle suppose, à l'évidence, de mettre en échec deux tendances sociétales insidieuses et délétères. Deux tendances qui, sourdement, menacent nos démocraties. D'une part, l'évolution de notre rapport au temps : l'urgence s'est immiscée dans toutes les dimensions de notre existence individuelle et collective – impossible d'y échapper. Le mode de fonctionnement des deux derniers

---

\* Titulaire d'un master en droit (Université catholique de Louvain), Geoffroy Mareschal est également diplômé en communication politique et sociale de l'Université Paris I – Panthéon-Sorbonne.

présidents de la République ne fait pas exception à cette règle. D'autre part, un rapport à la vérité qui, chaque jour, sape un peu plus la crédibilité déjà chancelante de la parole publique. Ce rapport tend à rendre la frontière entre le vrai et le faux de plus en plus évanescence.

### **Le maître des horloges**

La tendance à céder aux redoutables sirènes de l'urgence et de l'instant a toujours déforcé la parole présidentielle. À l'inverse de ses prédécesseurs, Emmanuel Macron semble aborder le problème différemment. Au lendemain du premier tour, tandis que Marine Le Pen reprend sa campagne tambour battant et multiplie les déplacements, Macron veut prendre son temps. Face aux médias trépidants d'impatience, affamés d'images et de déclarations, l'intéressé se présente comme le « maître des horloges ». Son intention : le rester. L'accélération du temps qu'évoque en creux cette expression, rappelle la « dictature de l'urgence » dont parlait Finchelstein (2011).

D'abord, l'urgence peut être comprise comme le culte de la vitesse. Deux réactions sont alors possibles pour affronter le rythme du temps : soit tenter de le freiner, à la manière du slow movement dans toutes ses déclinaisons. C'est ce que Mitterrand appelait « donner du temps au temps ». Soit tâcher de l'accélérer encore davantage. Qu'on se rappelle, à ce titre, Nicolas Sarkozy essayant d'occuper sans relâche le terrain médiatique et d'imposer aux médias son agenda personnel, contraignant ceux-ci à suivre sa cavalcade infernale. Ensuite, l'urgence peut être entendue comme le culte du présent et du moment. L'immédiateté est alors vécue comme seul paramètre de gouvernance : on avance bille en tête sans s'encombrer des références du passé, et sans penser à un avenir par trop incertain.

« *Le maître des horloges* », l'expression fait mouche et ne va pas sans évoquer une déclaration d'octobre 2016 du candidat Macron au magazine *Challenges* : « Je serai un président jupitérien ». La sémantique porte en elle l'ombre de Jacques Pilhan – qui fut conseiller en communication de François Mitterrand, puis de Jacques Chirac, et théorisa la rareté comme ressort du désir, mais surtout comme condition d'une parole publique puissante et efficace. Décryptage : Emmanuel Macron souhaite donner du poids à la parole présidentielle. Il se veut « capable, entre de longues phases de silence, de lancer la foudre au moment opportun » (Bazin 2009 : 78). De même, rejetant le modèle du « président normal », sur lequel François Hollande avait fondé son

accession au pouvoir, Macron entend prendre le contre-pied des pratiques actuelles : «Le temps de la présidence et des engagements pris ne saurait se construire en fonction de l'actualité. [...] Une présidence de l'anecdote, de l'événement et de la réaction banalise la fonction. Ce type de présidence ne permet pas de se réconcilier avec le temps long et le discours du sens. À l'inverse, dans une présidence de type gaullomitterrandien, la recherche d'un champ, d'une focale, éloigne et installe un rapport différent à l'actualité» (Macron 2016).

La question du temps permet d'expliquer, au moins en partie, l'échec de Sarkozy et celui de Hollande. Ces derniers, si différents dans leur allure, partageaient un insatiable appétit des médias. Nicolas Sarkozy, l'hyperprésident, s'étourdissait dans une agitation frénétique. François Hollande, le président «normal», douché à intervalles réguliers par des sondages abyssaux, fut, lui aussi, tenté d'être à la fois au four et au moulin dans l'intention de faire oublier des promesses aux délais intenable. Une telle omniprésence eut des effets fâcheux. L'affaire Leonarda en est un exemple. Cette jeune Rom, mineure, expulsée vers son pays d'origine, infligea un camouflet au président «normal» en déclinant sa proposition de rentrer en France, mais sans sa famille. En tout état de cause, lorsqu'il place son action tantôt au niveau ministériel, tantôt au niveau préfectoral, le président brouille les repères et amenuise *de facto* l'autorité de sa fonction.

Ce désir d'ubiquité dans l'exercice du pouvoir n'a cessé de donner l'impression d'une gestion à la petite semaine dissimulant une certaine impuissance. En outre, les Premiers ministres des deux derniers quinquennats se sont vus assigner le rôle de simples animateurs de l'équipe gouvernementale, voire celui de responsables des ressources humaines. Or, se priver d'un chef de gouvernement en bonne et due forme ajoute à l'affaiblissement de la fonction présidentielle et ôte au président la possibilité de s'en servir comme d'un fusible efficace en cas de crise – un art dans lequel certains présidents étaient jadis passés maîtres.

### **Une certaine idée de la vérité**

Un deuxième phénomène contribue à affaiblir le discours politique, tout spécialement celui du président : la survenue de la «post-vérité» et celle des célèbres *fake news*. Les élections présidentielles américaines nous en avaient donné un avant-goût. Celles

de France n'ont, à cet égard, pas été en reste. Lors du débat d'entre-deux-tours, on se souvient, par exemple, de l'insinuation lepéniste : « J'espère qu'on n'apprendra pas que vous avez un compte *offshore* aux Bahamas... ». Emmanuel Macron réfuta immédiatement les propos de son adversaire les qualifiant de diffamatoires. Dès le lendemain, le candidat d'*En Marche* déposait plainte contre X pour « faux, usage de faux et propagation de fausse nouvelle destinée à influencer le scrutin ». Dans la foulée, le parquet de Paris ouvrait une enquête préliminaire et la confiait à la brigade de répression de la délinquance contre la personne. Le lendemain, Marine Le Pen, interrogée sur ses allégations, répondait ne pas avoir de preuves, mais persistait dans ses accusations tout en feignant la naïveté : « Je lui ai posé la question. Est-ce qu'on va découvrir des choses, peut-être trop tard, le concernant ? ».

La fausse information et l'intox, diffusées délibérément pour calomnier ou pour entacher la réputation d'un adversaire, cela n'est pas nouveau. Mais, au-delà du phénomène lui-même, c'est son ampleur, lors de cette campagne électorale, qui surprend. La manipulation a toujours existé dans la conquête du pouvoir comme dans son exercice. Mais un recours si ouvertement assumé à l'insinuation pose question, que ce soit dans les propos eux-mêmes, mais aussi dans les ricanements, les sourires narquois, entendus ou faussement ingénus.

Notre rapport au temps n'est sans doute pas étranger à la recrudescence de cette pratique. L'émotion et l'image ont pris le dessus sur la réflexion, l'analyse à froid et l'écrit. Lesquels exigent du recul et du temps. Dans ce contexte, il est aisé de prendre ses libertés avec l'exactitude des faits. Qui s'en préoccupe vraiment ? Qui ira vérifier ? Nous sommes aujourd'hui dans l'ère du slogan, de la *punchline*, du *tweet* assassin. On ne peut y opposer qu'une rigueur accrue dans la démonstration ; qu'un effort constant de clarté et de pédagogie dans l'argumentation de points de vue qui reposent nécessairement sur des éléments de faits objectivement vérifiables.

Espérons que, face à cette tendance, l'esprit critique des citoyens autant que leur faculté de décryptage puissent s'affûter en conséquence. La presse est en première ligne. Son rôle est crucial. En effet, la vérification scrupuleuse et systématique des faits constitue la pierre angulaire d'une grammaire journalistique dont le strict respect

lui confère son indispensable place dans le débat démocratique. Dans un contexte socio-économique qui fragilise jusqu'aux plus grands médias, la lutte contre cette soudaine relativisation de la vérité, mais aussi contre l'amplification instantanée des rumeurs par Internet et ses réseaux sociaux, constitue une chance unique pour le journalisme de faire la preuve de sa valeur ajoutée. Lors du débat d'entre-deux tours, les grands quotidiens ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, vérifiant en temps réel, sur leur site internet, les affirmations formulées par les candidats lors du débat.

### **Vers une sacralisation de la fonction présidentielle**

En tout état de cause, ces deux phénomènes conduisent, en un même mouvement funeste, à la dévalorisation de la parole publique. Les messages se déversent comme un flot incessant où se confond et s'agrège, en une écume palpitante, mais éphémère, l'autorité respective des différents acteurs en présence. La fonction présidentielle y laisse ce qui fait la condition de son efficacité : une tonalité singulière, faite du poids de l'Histoire, empreinte de la responsabilité d'un présent à vivre collectivement dans les meilleures conditions et des engagements pris pour l'avenir. La désacralisation progressive de la fonction présidentielle fut un facteur important de fragilisation des deux dernières présidences. Gageons qu'Emmanuel Macron en a pris acte. Ses déclarations et son attitude nous autorisent, jusqu'à présent, à le penser.

Pour être moins palpables que les questions du pouvoir d'achat et du chômage de masse, les rapports qu'entretient la sphère publique, et par extension la société, avec le temps et la vérité n'en sont pas moins fondamentaux. Quel est notre seuil de tolérance face à l'urgence qui, sans cesse, vient estomper la frontière entre l'essentiel et l'accessoire ; entre le signal et le bruit ? Jusqu'où va notre indulgence face au mensonge et à l'insinuation qui, l'un et l'autre, impriment durablement leur marque sur nos consciences et érode notre confiance ?

Ces questions ne relèvent pas, tant s'en faut, du seul domaine de la communication. Elles ne sont pas simplement des moyens de différencier une offre ou un discours politique en période électorale. Il s'agit de questions d'ordre éthique, moral et philosophique ; des questions qui disent la société dans laquelle nous vivons ; des questions qui ont un impact considérable sur le fonctionnement de nos démocraties.

## Références

- BAZIN François, *Le sorcier de l'Élysée. L'histoire secrète de Jacques Pilhan*, Paris, Plon, 2009.
- FINCHELSTEIN Gilles, *La dictature de l'urgence*, Paris, Fayard, 2011.
- MACRON Emmanuel, Interview réalisée par Nicolas DOMENACH, Bruno ROGER-PETIT, *et al.*, pour *Challenges.fr*, 16 octobre 2016. En ligne : [https://www.challenges.fr/election-presidentielle-2017/interview-exclusive-d-emmanuel-macron-je-ne-crois-pas-au-president-normal\\_432886](https://www.challenges.fr/election-presidentielle-2017/interview-exclusive-d-emmanuel-macron-je-ne-crois-pas-au-president-normal_432886).
- PILHAN Jacques, « L'écriture médiatique », *Le Débat*, 1995/5, n° 87, p. 3-24. En ligne : [https://www.cairn.info/load\\_pdf.php?ID\\_ARTICLE=DEBA\\_087\\_0003](https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=DEBA_087_0003).